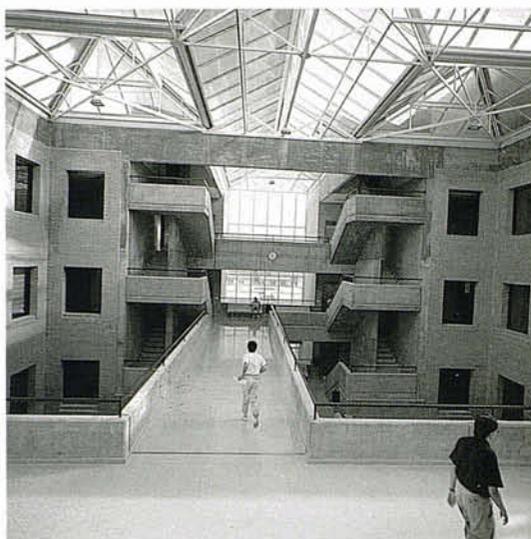


LA CRISE UNIVERSITAIRE

DANS LE MONDE ACTUEL IL N'Y A PAS D'EXPANSION ÉCONOMIQUE SANS FORMATION UNIVERSITAIRE DE QUALITÉ, ET INVESTIR CONVENABLEMENT DANS L'UNIVERSITÉ EST LA SEULE GARANTIE POUR L'AVENIR.



JOSEP GUITART I DURAN SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AUX UNIVERSITÉS.
GENERALITAT DE CATALUNYA

La *Generalitat* croit aux universités catalanes et est convaincue, absolument convaincue, que la Catalogne a besoin, comme n'importe quel pays aspirant à un présent et un avenir de développement culturel, scientifique et technologique, d'un plus grand nombre d'universités pourvues de tous les moyens matériels et humains indispensables à l'exercice de leurs fonctions et leur permettant de satisfaire les besoins et de répondre aux problèmes que pose la société." C'est en ces termes affirmatifs que le Directeur général des universités de la *Generalitat* de Catalogne terminait, et, d'une certaine façon, résumait, en décembre 1986, l'exposé de son programme.

Les universités catalanes, transférées à la *Generalitat* depuis 1985, présentent une problématique de fond fort semblable à

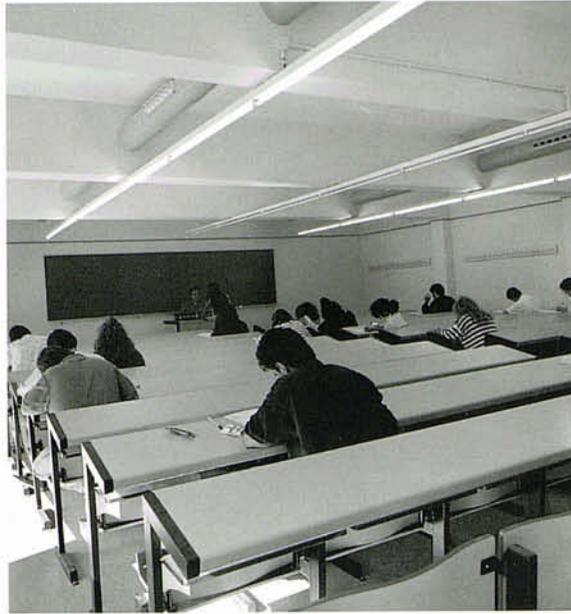
celle des universités de pays leur étant culturellement proches, problématique à laquelle il conviendrait d'ajouter celle propre d'une université engagée vis à vis d'un peuple qui, comme le peuple catalan, doit encore lutter pour sa propre reconstruction nationale.

Dans les grandes lignes, le diagnostic qu'établissait dernièrement M. Pinget à propos de l'Université française serait parfaitement applicable en Catalogne. Selon lui, l'Université doit aujourd'hui faire face à trois crises parallèles: une crise d'identité, une crise de confiance et une crise de moyens.

En ce qui concerne la première, il est évident que les discussions sur ce que notre université devrait être et les tentatives de définition sont plus d'actualité que jamais, bien que le problème soit rarement posé de façon claire, à cause de la nature

conflictuelle même du sujet. Faut-il que l'Université soit sélective? et avec quelle rigueur? ou sa mission consiste-elle plutôt à fournir des diplômes d'enseignement supérieur au plus grand nombre possible, malgré les risques de massification étudiante que cela impliquerait?

L'Université doit-elle fournir avant tout une formation visant fondamentalement à préparer à l'exercice d'une profession déterminée dans un lieu de travail préétabli? ou doit-elle plutôt permettre une formation culturelle globale, en marge des préoccupations économiques et de la demande du marché? Quant aux titulaires, que faut-il primer, le nombre ou la qualité? Faut-il accepter comme inévitable le passage au second plan des études universitaires de premier et deuxième cycles et transférer les vieux idéaux universitaires au troisième cycle?



© ELOI BONJOCH

Ces questions, ici dans leur formulation extrême, sont aujourd'hui encore sans réponse. Et il est certain que si on les posait aux collectifs universitaires elles susciteraient de longues et âpres discussions ainsi que des prises de position nettement divergentes. Et nous serions peut-être plus que surpris si nous entendions, par exemple, un chef d'entreprise faisant partie du Conseil social d'une quelconque université défendre que les ingénieurs devraient faire davantage de philosophie ou que ce qui est primordial quant à la préparation de l'étudiant c'est qu'on lui apprenne à s'adapter aux besoins de la réalité socio-économique et technologique, dont les progrès s'accroissent de jour en jour.

La crise d'identité est donc actuellement vécue de façon intense au sein de nos universités. Mais la tendance très nette à approfondir dans le sens de ladite problématique et la ferme volonté d'ouverture manifestée par les responsables du gouvernement des universités nous permettent de conjecturer qu'il est possible, en dépit des inévitables inerties existant au sein d'un collectif complexe comme l'est le monde universitaire, que nous débouchions très bientôt sur des définitions valables et assumées par la grande majorité. Quant à la crise de confiance, je me risquerais à affirmer qu'en Catalogne, bien qu'y étant présente, elle est fort atténuée par la propre dynamique politico-sociale des dernières années. S'il est vrai que l'on peut détecter une certaine méfiance à l'égard de l'université au sein de secteurs sociaux déterminés, il est tout aussi certain que celle-ci jouit encore d'un très grand prestige social qui se maintient, et que la

Catalogne et sa communauté universitaire sauront profiter de la marge d'autonomie, étroite mais réelle, que les lois espagnoles leur confèrent et qu'elles seront capables de développer une université efficace, moderne et adaptée aux nécessités du moment.

Finalement, la crise de moyens est, quant à elle, réellement grave ici. Les universités que l'Administration centrale transféra à la *Generalitat* de Catalogne sont particulièrement pauvres, notamment en biens immeubles, infrastructure et équipement. De surcroît, les dotations économiques disponibles, bien qu'élevées en termes absolus, sont, proportionnellement aux besoins à couvrir, fort insuffisantes. Il convient de signaler, bien que ce soit tellement évident que cela peut paraître un lieu commun, que l'enseignement supérieur, si l'on veut qu'il soit de qualité, requiert un effort social et économique considérable, étant donné que le nombre d'étudiants universitaires est très élevé (137 000 en Catalogne durant l'année académique 1986/87) et qu'il tendra à augmenter considérablement dans le courant des années à venir.

D'autre part, si l'on sait que dans le budget de la *Generalitat* les fonds destinés aux universités catalanes sont environ deux fois plus importants que ceux assignés à la majorité des services de cette dernière, il est clair que le problème économique universitaire, vu la structure actuelle du financement de la communauté autonome, ne peut être résolu de façon viable qu'au niveau des finances de l'État, la possibilité d'une augmentation des dépenses dans le budget de la *Generalitat* étant fondamentalement subordonnée à

la dépense prévue dans les budgets de l'Administration centrale.

Le gouvernement central (qui s'est réservé en plus d'importantes compétences en matière universitaire, comme par exemple la réglementation de l'accès des étudiants à l'Université) est la seule instance susceptible de et devant résoudre les distorsions existant à l'intérieur du système universitaire espagnol qui, d'après une récente définition d'un éminent économiste, "a mis l'Université espagnole, quant au nombre d'élèves et aux droits d'inscription, dans la situation d'une université appartenant à une communauté jouissant de conditions économiques aisées, ce qui n'est pas le cas, ni de loin, de l'Espagne." Le gouvernement catalan et les propres universités peuvent agir positivement sur cette crise, de l'intérieur. Pour ce faire, on doit s'efforcer d'optimiser les recours et de les augmenter en fonction des possibilités budgétaires propres, qui resteront néanmoins relativement faibles, tout en influençant les instances politiques de l'État avec lesquelles on a affaire, de façon à ce que l'Administration centrale aborde le problème de manière cohérente et efficace.

La conviction que dans le monde dans lequel nous vivons il n'y a pas d'expansion économique sans formation universitaire de qualité, et qu'investir convenablement dans l'Université est la seule garantie pour l'avenir à laquelle un pays tel que le nôtre peut s'accrocher, provoqueront certainement, nous voulons le croire, la mobilisation ad hoc de nos forces politiques et sociales en vue, à court terme, de surmonter la crise, puis d'atteindre le niveau pertinent dans l'enseignement supérieur et la recherche en Catalogne. ●